

La pénurie de liquidité dans les institutions financières islamiques du Septentrion camerounais

Liquidity shortages in islamic financial institutions in northern Cameroun

AISSATOU YASMINE Younoussa

Doctorante

Faculté de Sciences Economiques et de Gestion

Université de Ngaoundéré

Laboratoire de Comptabilité Contrôle Audit et Finance

Cameroun

MFOPAIN Aboubakar

Maitre de conférences

Faculté de Sciences Economiques et de Gestion

Université de Ngaoundéré

Laboratoire de Comptabilité Contrôle Audit et Finance

Cameroun

Date de soumission : 26/02/2026

Date d'acceptation : 17/03/2026

Pour citer cet article :

AISSATOU YASMINE Y. & MFOPAIN A. (2026), « La pénurie de liquidité dans les institutions financières islamiques du Septentrion camerounais », Revue internationale du chercheur « Volume 7 : Numéro 1 » pp : 1381-1406

Résumé

Cet article explore les déterminants non financiers de la pénurie de liquidité dans les institutions financières islamiques opérant dans le Septentrion. Au Cameroun, ces institutions font face à des tensions persistantes de liquidité, malgré une forte proportion de population musulmane ainsi que le potentiel de développement de la finance islamique. L'objectif de ce papier est d'identifier les éléments non financiers susceptibles d'expliquer ce phénomène. Pour ce faire, l'étude adopte une approche qualitative exploratoire fondée sur des entretiens semi-directifs réalisés auprès de dix dirigeants et gestionnaires d'institutions financières islamiques. Les résultats mettent en évidence que la pénurie de liquidité ne relève pas exclusivement des contraintes monétaires, mais résulte d'une interaction entre la pauvreté, la prédominance de l'informalité économique, les normes socio-culturelle, insuffisance de digitalisation financière, et contexte économique instable. Mobilisant la théorie de comportement planifié, ce travail propose ainsi une lecture socio institutionnelle de la liquidité bancaire en finance islamique. Ces éléments limitent la mobilisation de l'épargne au sein des institutions financières islamiques et fragilisent leur fonction d'intermédiation financière. Ce papier souligne l'importance d'intégrer les dimensions socio-économiques, institutionnelles et comportementales dans les contextes africains caractérisés par une forte informalité économique.

Mots-clés : finance islamique, liquidité bancaire, comportement financier, informalité économique, Septentrion, Cameroun, théorie du comportement planifié.

Abstract

This article explores the non-financial determinants of liquidity shortages in Islamic financial institutions operating in Northern Cameroon. These institutions face persistent liquidity pressures in Cameroon, despite a large Muslim population and the potential for the development of Islamic finance. The objective of this paper is to identify the non-financial factors that may explain this phenomenon. To this end, the study adopts an exploratory qualitative approach based on semi-structured interviews conducted with ten executives and managers of Islamic financial institutions. The results highlight that the liquidity shortage is not solely due to monetary constraints, but stems from an interaction between poverty, the predominance of economic informality, socio-cultural norms, insufficient financial digitalization, and an unstable economic context. Using the theory of planned behavior, this work proposes a socio-institutional interpretation of bank liquidity in Islamic finance. These factors limit the mobilization of savings within Islamic financial institutions and weaken their financial intermediation function. This paper underscores the importance of integrating socio-economic, institutional, and behavioral dimensions in African contexts characterized by high levels of economic informality.

Key words : Islamic finance, bank liquidity, financial behavior, economic informality, North, Cameroon, theory of planned behavior.

Introduction

La finance islamique constitue un mode d'intermédiation financière fondé sur les principes de la charia, notamment l'interdiction de l'intérêt (*riba*), le partage des profits et des pertes, ainsi que l'adossement des transactions à des actifs réels (Warde, 2000). Ce modèle englobe un ensemble d'institutions financières, incluant les banques islamiques, des fonds d'investissement, des compagnies d'assurances (*takaful*) et divers organismes financiers non bancaires. Au cours des dernières décennies, la finance islamique a connu une expansion significative à l'échelle mondiale, suscitant un intérêt croissant tant sur le plan académique que professionnel. Plusieurs travaux ont mis en évidence la relative résilience des institutions financière islamiques lors de la crise financière mondiale de 2008 comparativement aux institutions conventionnelles. Cette performance a été principalement attribuée à leur modèle économique spécifique (Hasan & Dridi (2010).

Malgré cette dynamique positive observée dans plusieurs pays à majorité musulmane, sa diffusion demeure limitée en Afrique (Ghazoui. H. & Agourram. B., 2022). Au Cameroun, elle n'apparaît officiellement qu'en 2015 et connaît depuis une évolution progressive marquée par la création des institutions financières islamiques (majoritairement des fenêtres islamiques). Toutefois, cette émergence s'opère dans un milieu marqué par d'importantes contraintes structurelles et comportementales, en particulier dans les régions septentrionales du pays.

Le Septentrion camerounais¹ concentre environ 70% de la population musulmane du pays. (INS, 2018 ; Pew Research Center, 2020). Cette zone est principalement constituée des acteurs économiques tels que les commerçants, les agriculteurs, les éleveurs et les transporteurs, ce qui en fait un espace fort pour la mobilisation des fonds et logiquement le développement de ce mode d'intermédiation financière. Toutefois, en dépit de ce potentiel, les institutions financières islamiques opérant dans cette région font face à des difficultés persistantes, parmi lesquelles figure de manière récurrente le problème de la pénurie de liquidité.

L'illiquidité bancaire renvoie à une situation dans laquelle une institution financière est incapable de mobiliser des ressources suffisantes pour honorer ses engagements à court terme sans subir des pertes significatives (Tirole, 2011). La littérature existante analyse ce phénomène à travers des déterminants financiers, qu'ils soient micro ou macro-économiques.

¹ Le Septentrion camerounais regroupe trois (3) régions : l'Adamaoua, le Nord et l'Extrême-Nord.

Cependant, les éléments non-financiers ou comportementaux semblent jouer un rôle déterminant dans la dynamique de mobilisation des dépôts. Dès lors, une lecture exclusivement financière de l'illiquidité apparaît insuffisante pour rendre compte des réalités observées sur le terrain. Alors, interrogation pertinente oriente ce travail de recherche : **quels sont les déterminants non financiers expliquant la pénurie de liquidité dans les institutions financières islamiques du Septentrion camerounais ?** pour répondre à cette question centrale, nous avons adopté une démarche qualitative du type exploratoire basée sur les entretiens semi directifs auprès de 10 dirigeants et gestionnaires des institutions financières islamiques du Septentrion camerounais. Pour une compréhension approfondie de ce phénomène, ces échanges ont été retranscrites et analysé à travers une analyse thématique non assistée par ordinateur. Pour ce faire, la théorie du comportement planifié (Azjen, 1991) est mobilisée.

Suite à cette introduction, l'organisation de cet article est comme suit : le premier point porte sur la revue de la littérature des travaux qui touchent de près ou de loin ce sujet de recherche ; le deuxième point présente la méthodologie de recherche adoptée et le troisième point met en exergue les facteurs explicatifs de la tension de liquidité dans les institutions financières islamiques du Septentrion camerounais.

1. Revue de la littérature

La liquidité bancaire désigne la capacité d'une banque à faire face à ses engagements à court terme sans supporter des coûts de transaction élevés ni subir des pertes lors de la vente d'actifs (Freixas & Rochet, 2008), une capacité essentielle pour prévenir les paniques financières (Gorton, 1988; 2008), un élément crucial pour la survie et la stabilité d'une banque (Berger & Bouwman, 2009). Systématiquement, l'illiquidité désigne son incapacité à faire face à ses engagements à court terme sans subir des pertes (Brunnermeier, 2009), pouvant déclencher une crise financière sévère, une chute de prix des actifs, des pertes de confiance et des contagions systématique (Allen & Carletti, 2008). Bien que l'excès de liquidité soit un problème de rentabilité, la pénurie de liquidité est le risque le plus critique pour la survie d'une institution financière islamique.

La littérature met en évidence plusieurs déterminants macro et micro économiques de l'illiquidité bancaire. Au niveau macro-économique, les chocs sectoriels, l'inflation, la politique monétaire, le PIB, la masse monétaire sur la liquidité des banques islamiques, constituent les principales sources de l'illiquidité et jouent surtout un rôle clé dans les

activités bancaires (Mustapha & Intissar, 2020 ; Yaacob et al. 2016 ; Abdul-Ganiyy et al., 2017 ; Quamar & Benaachir, 2021). Le déséquilibre particuliers/entreprises sur le marché, la disposition d'une part plus élevée de dépôts à court terme, augmentent la probabilité que la banque soit illiquide (Ismaïl, 2010). Au niveau micro- économique, la taille de la banque, la marge nette d'intérêt, le ratio de capitalisation, le ratio du rendement des actifs, le ratio d'adéquation des fonds propres, la qualité des actifs constituent des facteurs déterminants de la position de liquidité (Quamar & Benaachir, 2021). La théorie d'intermédiation financière souligne en particulier que le désajustement entre maturité des dépôts et horizon des crédits constitue une source structurelle d'illiquidité (Gurley & Shaw, 1960). Cependant, ces éléments cités plus haut ne peuvent être les seuls éléments explicatifs de ce phénomène.

Les institutions financières islamiques font face à des contraintes spécifiques en matière de liquidité (Khan & Ahmed, 2001). En réponse à ces contraintes, elles tendent à détenir davantage plus d'actifs liquides que les banques conventionnelles (Gafrej et Boujelbene, 2017 ; Boukhatem & Djelassi, 2020). Toutefois, leurs expositions aux problèmes d'illiquidité demeure sensible aux facteurs internes de gouvernance et de structure de propriété (Abu Hussain & Al-Ajmi ; 2012 ; Mohammed et al., 2020), conformément aux prédictions de la théorie de l'agence (Jensen & Meckling, 1976).

A la lumière de cette revue de la littérature, il apparaît que les travaux existants ont largement étudié la problématique de la liquidité sous l'angle des déterminants microéconomiques et macroéconomiques, notamment à travers l'influence de variables telles que la politique monétaire, l'inflation, la structure des dépôts. Toutefois, malgré l'abondance de ces contributions, plusieurs limites peuvent être relevées : ces approches restent majoritairement centrées sur des variables strictement financières et sur des contextes institutionnels relativement développés. Elle accordent peu d'attention aux dimensions socio-institutionnelles et comportementales susceptibles d'influencer la mobilisation de l'épargne, en particulier dans les environnements caractérisés par une faible bancarisation et une forte prédominance de l'économie informelle.

Dans ce contexte, les déterminants non financiers de la liquidité bancaire demeurent insuffisamment explorés en Afrique subsaharienne. La compréhension des tensions de liquidité dans les institutions financières islamiques nécessite ainsi une approche plus contextualisée intégrant les réalités socio-économiques locales. C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente recherche, qui vise à explorer les facteurs non financiers susceptibles

d'explorer la pénurie de liquidité observée dans les institutions financières islamiques du Septentrion camerounais.

1.1. La théorie du comportement planifié

La théorie du comportement planifié d'Ajzen (1991) est une extension de la théorie de l'action raisonnée, dans laquelle une variable complémentaire a été ajoutée : Le contrôle comportemental perçu, « *the theory of planned behavior differs from the theory of reasoned action in its addition of perceived behavioral control* », (Ajzen, 1991). La théorie du comportement planifié confère à l'intention de l'individu la place centrale de la genèse du comportement, (Tounès, 2003 ; Fayolle et al, 2006). Selon cette théorie, tout comportement qui nécessite une certaine planification (tel que la création d'une entreprise), peut être prédit par l'intention d'avoir ce comportement. L'intérêt de cette théorie est de proposer un modèle théorique utilisable dans toutes les situations où le comportement est intentionnel puisqu'elle ne repose pas sur les variables externes comme déterminants immédiats du comportement, (Emin, 2003).

Selon la théorie du comportement planifié d'Ajzen (1991), l'intention est le résultat de trois déterminants conceptuels. L'attitude vis-à-vis du comportement, La norme sociale perçue et Le contrôle comportemental perçu. Le comportement est déterminé par l'intention et par le contrôle comportemental perçu.

1.1.1. L'attitude vis-à-vis du comportement

L'attitude vis-à-vis du comportement désigne le degré d'évaluation favorable ou défavorable qu'une personne a, du comportement concerné, (Ajzen, 1991). Cette variable représente l'attractivité du comportement, (Emin et al, 2005). Par exemple, l'attitude envers le risque, amène une personne à considérer de façon positive ou négative le fait de prendre des risques. De même l'attitude envers le succès et l'échec de création d'entreprise favorise ou défavorise la décision de créer une entreprise chez un individu.

1.1.2. La norme sociale perçue

Elle désigne les pressions sociales perçues pour réaliser ou ne pas réaliser un comportement. En d'autres termes, la norme sociale perçue correspond à la perception de l'individu de la pression sociale, qui concerne ce que les personnes proches, la famille et les ami(e)s pensent de ce qu'il voudrait entreprendre. Les attitudes vis-à-vis du comportement ainsi que la norme sociale perçue renvoient au concept de désirabilité (Ajzen, 1991).

1.1.3. Le contrôle comportemental perçu

Selon Ajzen (1991), le contrôle comportemental perçu correspond à la facilité ou la difficulté perçue pour réaliser un comportement. Entre autres, il renvoie à la perception qu'une personne a, de la faisabilité personnelle du comportement concerné.

Le concept du contrôle comportemental perçu est très proche du concept de l'efficacité personnelle (Ajzen, 1991) et du concept de faisabilité de Shapero & Sokol (1982). Les attitudes vis-à-vis du comportement, la norme sociale perçue et le contrôle comportemental perçu sont exprimées en termes de croyances. Ces dernières correspondent aux informations vraies ou fausses qu'une personne a sur le monde qui l'entoure.

Ce travail montre comment la théorie du comportement planifié peut être utilisée pour expliquer la pénurie de liquidité dans les institutions financières islamiques du Septentrion camerounais.

2. Méthodologie de la recherche

Ce travail adopte une approche qualitative exploratoire, visant à comprendre les éléments non financiers sous-jacents au phénomène de pénurie de liquidité dans les institutions financières islamiques du Septentrion camerounais. Conformément à Denzin & Lincoln (2005), « *la méthodologie qualitative vise à comprendre les significations que les acteurs attribuent à leurs pratiques dans des contextes complexes et faiblement documentés* ». Plutôt que d'interroger directement les clients des institutions, cette étude s'appuie sur les discours de dirigeants et gestionnaires bancaires, considérés comme des informateurs qualifiés au sens de Becker (2002). Leur position professionnelle leur permet d'accéder de manière répétée aux attentes, préférences et arbitrages exprimés par les investisseurs et emprunteurs. Par ailleurs, la médiation institutionnelle contribue à limiter certains biais interactionnels susceptibles d'affecter la parole des investisseurs dans un contexte financier et religieux sensible (Bourdieu, 1993).

Cette recherche débute dans la ville de Ngaoundéré avec les institutions financières connues pour la commercialisation des services islamiques, lesquelles ont servi de points d'entrée vers des structures plus récemment créées. Bien que certaines institutions aient refusé de participer, par crainte de vulgarisation d'informations stratégiques, la collecte de données a été poursuivie jusqu'à l'atteinte d'un seuil de saturation théorique. Les données sont recueillies au moyen d'entretiens semi-directifs guidés par une grille d'entretien structurée

auprès de 10 dirigeants et gestionnaires des institutions financières islamiques. La durée des entretiens variait selon les répondants et les contraintes professionnelles, certains échanges ayant été interrompus puis repris ultérieurement. Lorsque cela était possible, les entretiens ont fait l'objet d'enregistrements audio afin de garantir la fidélité des retranscriptions. Toutefois, en raison de l'indisponibilité de certains participants et des contraintes géographiques et sécuritaires, une partie des données a été collectée à distance (appels téléphoniques, messages-vocaux et écrits via WhatsApp), dans le respect de l'anonymat des répondants, de leurs institutions et de la confidentialité des informations fournies. Cette modalité de collecte, bien que prolongeant la durée de l'étude, a permis d'élargir l'accès au terrain et maintenir la continuité du processus de recherche. Les entretiens ont été intégralement retranscrits, puis soumis à une analyse de contenu thématique, conformément à la démarche proposée par Aktouf (1987). La diversification des profils des répondants, la saturation théorique, l'anonymat des répondants et la restitution fidèle des propos sous forme de verbatim garantissent la crédibilité et la robustesse des résultats.

3. Résultats et discussions

Dans les régions où la finance islamique est bien établie et que la population adhère aux principes de la chari'ah, on s'attendrait logiquement à un flux de dépôt et donc des liquidités abondantes dans les institutions de la finance islamique. Paradoxalement, l'analyse des données qualitatives révèle que la pénurie de liquidité des institutions financières islamiques du Septentrion camerounais n'est pas un phénomène purement monétaire, mais le résultat d'une interaction complexe entre régulation centralisée et comportements locaux. Le tableau ci-dessous présente l'ensemble des répondants en fonction des éléments identifiés.

Tableau 1 : Profils des répondants et éléments identifiés.

Répondants	Sexe	Age	Postes	Année	Éléments identifiés dans les institutions financières islamiques
Répondant 1	M	37 ans	Chargé de la clientèle	7 ans	La pauvreté, l'informalité des activités, la crise sécuritaire.
Répondant 2	M	28 ans	Chef d'agence adjoint	3 ans	La déséquilibre dépôt-crédit, la culture, l'informalité des activités.
Répondant 3	F	35 ans	Gestionnaire de	5 ans	La non digitalisation,

			relations clients		
Répondant 4	M	30 ans	Gestionnaire de portefeuille client	1 ans	La déséquilibre dépôt-crédit, l'informalité des activités.
Répondant 5	M	41 ans	Gestionnaire de la technologie	6 ans	La non digitalisation, l'informalité des activités.
Répondant 6	F	28 ans	Chargé de la clientèle	3 ans	La culture et la pauvreté.
Répondant 7	M	25 ans	Gestionnaire de portefeuille client	2 ans	Liens sociaux et l'informalité des activités.
Répondant 8	F	47 ans	Chef d'agence	2 ans	La pauvreté, la crise sécuritaire.
Répondant 9	M	31 ans	Gestionnaire de trésorerie	5 ans	La culture, l'informalité des activités.
Répondant 10	M	44 ans	Chef d'agence	4 ans	Recours aux solution informelles, l'informalité des activités.

Source : Construction de l'auteur

Dans la région septentrionale, le phénomène de pénurie de liquidité est devenu une réalité constante dans les institutions financières islamiques. Les investigations empiriques réalisées ont permis d'identifier plusieurs éléments explicatifs à savoir :

3.1. Les déterminants économiques

Deux éléments ont été identifiés à l'instar de la pauvreté et le déséquilibre économiques.

3.1.1. Le déséquilibre dépôts-crédits

Une grande partie de la population de ces régions se dirige vers les institutions de la finance islamique pour des besoins de financement, d'accompagnement et d'encadrement, non pour investir dans cette dernière. Pourtant, ces institutions ont à leurs tour besoin des dépôts de leurs investisseurs pour les transformer en crédits et les accorder aux clients emprunteurs. Cependant ce phénomène crée éventuellement un déficit de liquidité

« Ici, les acteurs économiques veulent beaucoup plus le crédit. Ils cherchent toujours le financement » répondant 1

« ... très peu sont ceux qui viennent pour déposer de l'argent » répondant 4

Les résultats des entretiens mettent en évidence un déséquilibre structurel entre la forte demande de financement et la faiblesse des dépôts dans les institutions financières islamiques étudiées. Les populations se tournent principalement vers ces institutions pour accéder au financement, tandis que la fonction de dépôt reste relativement marginale, ce qui engendre une pression permanente sur leur liquidité.

Ce constat rejoint les analyses de la théorie de l'intermédiation financière, selon lesquelles la stabilité bancaire repose sur la capacité des institutions à transformer les dépôts en crédits (Gurley & Shaw, 1960 ; Freixas & Rochet, 2008). Lorsque la mobilisation de l'épargne est insuffisante, ce mécanisme devient fragile et expose les institutions à des tensions de liquidité. Dans le cas des institutions financières islamiques, cette contrainte peut être accentuée par les limites des instruments de gestion de liquidité propres à ce système financier (Khan & Ahmed, 2001).

Ainsi, ces résultats suggèrent que la pénurie de liquidité observée dans le Septentrion camerounais ne relève pas uniquement de facteurs financiers internes, mais également de dynamiques socio-économiques caractérisées par une faible mobilisation de l'épargne. Cette observation met en évidence l'importance d'intégrer les facteurs institutionnels et comportementaux dans l'analyse de la liquidité des institutions financières islamiques, encore peu étudiés dans la littérature, notamment en Afrique subsaharienne.

3.1.2. La pauvreté

La pauvreté est une réalité dans cette zone. D'ailleurs, l'enclavement géographique de la région limite les échanges commerciaux et l'accès aux marchés du fait d'un faible flux monétaire. L'économie locale est donc largement dominée par l'agriculture et l'élevage. Ces activités sont à une petite échelle et avec des ressources pas très considérables, ce qui contribuent davantage aux manques de liquidité favorisant donc un recours accru aux demandes des crédits (à la fois pour le financement de leurs activités et pour leurs propres besoins) au détriment des dépôts. Comme soulevé par les répondants suivants.

« *Les gens ne travaillent pas* ». Répondant 6

« *Les gens n'ont pas d'activité je veux dire, il n'y a pas l'argent ici les gens sont pauvres. Ici là, dès que tu vois quelqu'un avec de l'argent ce que c'est un Tchadien... ouiii un tchadien et eux, ils ont débloqué l'argent pour venir investir surtout dans le transport et non pour placer* ». Répondant 1

« *[hum] Toi-même tu vois les entreprises ici* » ? Répondant 8

La faiblesse des activités économiques dans la zone étudiée constitue un facteur important de la pénurie de liquidité des institutions financières islamiques. La précarité et l'instabilité des revenus limitent la capacité des ménages et des entrepreneurs à constituer une épargne régulière et durable, réduisant ainsi la base de dépôts mobilisables et fragilisant la fonction d'intermédiation financière.

Ces résultats suggèrent que la pauvreté structurelle détermine directement les comportements financiers des opérateurs économiques. Dans un contexte marqué par des ressources limitées, les individus privilégient l'utilisation immédiate de leurs revenus pour satisfaire leurs besoins essentiels ou financer leurs activités, plutôt que leur placement au sein des institutions financières. Cette observation rejoint les analyses de Friedman (1957), selon lesquelles les décisions d'épargne dépendent largement du niveau et de la stabilité du revenu, ainsi que celles de Sen (1999) qui soulignent que les privations économiques réduisent les capacités des individus à accumuler des ressources financières.

Ces résultats peuvent également être interprétés à la lumière de la théorie du comportement planifié d'Ajzen (1991). Premièrement, l'attitude vis-à-vis du dépôt d'épargne peut être expliqué par la faiblesse des ressources disponibles. Deuxièmement, les normes sociales au sein de communautés caractérisées par une forte précarité peuvent orienter les comportements vers la consommation ou l'investissement direct plutôt que vers l'épargne institutionnalisée. Enfin, le contrôle comportemental perçu apparaît limité, les individus estimant ne pas disposer de ressources financières suffisantes pour s'engager durablement dans des pratiques d'épargne formelles.

3.2. Les déterminants institutionnels

Un élément est identifié à ce niveau à savoir : l'insuffisance de digitalisation.

3.2.1. L'insuffisance de l'offre digitale

Les institutions financières islamiques du Septentrion camerounais, encore faiblement développées, ne disposent pas de certaines facilités offertes par d'autres intermédiaires financiers. Elles manquent de plateforme compatible à la chari'ah. La population a alors tendance à recourir à leurs concurrentes capables de leur offrir des services mieux adaptés à leurs besoins. Les tontines par exemple offrent plus de flexibilité, rapidité et confiance communautaire même si parfois elles appliquent des intérêts et des pénalités, elles restent plus appréciées que les intermédiations islamiques. Les acteurs majeurs en termes de transactions

monétaires et de placements sont les monnaies mobiles (Orange Money et MTN mobile money) et mobilisent énormément de fonds.

« Ne pensez pas que nos concurrents sont uniquement les banques classiques »
répondant 3

« Les ménages et les TPE qu'ils soient musulmans ou pas, utilisent plus les monnaies électroniques pour leurs transactions. Les phénomènes de OM et MoMo n'épargnent personnes ce dernier temps. C'est devenu la banque secrète pour tout le monde ». Répondant 5

Les résultats montrent que l'insuffisance de l'offre digitale constitue un élément limitant pour les institutions financières islamiques du Septentrion camerounais. L'absence de services numériques compatibles avec la chari'ah réduit leur attractivité, ce qui pousse les usagers à se tourner vers des alternatives jugées plus accessibles, notamment les tontines et les services de « mobile money ».

Ce constat rejoint les travaux soulignant que la digitalisation des services financiers favorise la mobilisation de l'épargne et l'inclusion financière (Donovan, 2012 ; Jack & Suri, 2014). Dans les contextes africains faiblement bancarisés, les solutions numériques et les dispositifs informels offrent souvent des services perçus comme plus rapides et flexibles que les institutions financières classiques (Beck & Demirgüç-Kunt, 2008).

Ces résultats peuvent également être interprétés à la lumière de la théorie du comportement planifié d'Ajzen (1991). Premièrement, l'attitude face aux institutions financières islamiques et les décisions financières qui en découlent : les services numériques tels que le mobile money sont perçus comme plus simples, rapides et efficaces, ce qui favorise leur adoption au détriment des institutions financières islamiques. Deuxièmement, la norme sociale perçue joue un rôle important, dans la mesure où l'utilisation des solutions digitales et informelles est devenue une pratique largement répandue dans l'environnement social et économique local, renforçant ainsi leur légitimité aux yeux des utilisateurs. Enfin, le contrôle comportemental perçu apparaît déterminant : l'absence de plateformes digitales adaptées au sein des institutions financières islamiques peut donner aux usagers l'impression qu'il est plus difficile d'utiliser leurs services, ce qui réduit leur intention de les mobiliser pour leurs transactions et leurs dépôts.

Par conséquence, l'insuffisance de l'innovation digitale limite la capacité des institutions financières islamiques à capter les flux financiers et à renforcer leur base de dépôts, contribuant indirectement aux tensions de liquidité observées. Ces résultats confirment que les comportements financiers des acteurs ne dépendent pas uniquement des caractéristiques économiques des institutions, mais également des perceptions, des normes sociales et de la facilité d'accès aux services, comme le souligne la théorie du comportement planifié.

3.3. Les déterminants socio-culturels

Trois éléments sont mis en avant notamment : l'informalité économique, la culture financière et les normes sociales.

3.3.1. La prédominance des activités informelles

Une autre caractéristique majeure de cette zone d'étude est la prédominance des activités informelles. L'une des particularités de ce type d'activité est que les acteurs concernés ont davantage recours aux transactions en espèces car les opportunités sont très imprévisibles et la plupart des transactions sont effectuées en espèce. Très souvent, les ressources sont aussi limitées dans cette catégorie d'activité alors, il est assez difficile d'avoir certaines sommes comme réserve. Cependant, ceux qui en disposent même ne veulent pas traiter avec les institutions financières islamiques pour ne pas éveiller des soupçons et par conséquent payer les impôts. Comme le souligne les répondants suivants.

« D'autres ne veulent pas s'identifier pour se couvrir de paiement des impôts ».

Répondant 4

Au-delà de la fiscalité, d'autres contextes ne favorisent pas le recours à ce mode de financement. Parmi ces raisons, figure le moyen de financement le plus fréquent dans le secteur informel.

« Quand vous voyez les entreprises qu'il y'a ici, leurs transactions financières sont généralement basées sur les tontines qui n'ont pas les mêmes règles que les banques ». Répondant 1

Les entreprises qui exercent dans le domaine de l'informel se sentent plus à l'aise dans les modes alternatif informels et bien évidemment s'orientent davantage vers ces derniers au détriment des établissements de la finance qui sont régies par un certain nombre de principes. Ce financement via les tontines a la particularité d'épargner ces personnes des différentes exigences et règles qui régissent le secteur bancaire à l'instar de la transparence.

« La transparence, ils détestent la transparence et nous on est accroc à ça. Certaines personnes, c'est après leur décès qu'on apprend qu'ils étaient même porteurs ». Répondant 2

La transparence des chiffres comptables devient de plus en plus la règle d'or surtout avec l'évolution des référentiels comptables. Mais, celle-ci n'est pas positivement vue par la population islamo-peule qui constitue la grande partie de la population du secteur d'étude. Les entretiens informels montrent d'ailleurs que cette population a la particularité d'être opaque même envers leur propre gestionnaire des affaires.

« J'ai démissionné dans plus de cinq entreprises privées, vous savez pourquoi ? Ces gens cachent les informations, ils me voient moi leur comptable comme un propre concurrent, d'ailleurs, certains même leurs enfants ne connaissent pas leur patrimoine ». Répondant 9

Cette situation est la cause d'ailleurs du non-respect de certains postulats comptables comme le premier qui est celui de l'entité.

« En réalité, ces gens ignorent c'est qu'est le postulat de l'entité, croyez-vous qu'ils vont se diriger vers nous ? ». Répondant 5

Ceci se manifeste par un mélange des patrimoines personnel et celui de l'entreprise. Certains ne savent même pas que ces deux patrimoines devraient être distinctes. Pourtant, la clarté dans la définition du patrimoine est d'une grande importance bien qu'elle soit négligée par plusieurs personnes. Avec l'évolution de la comptabilité, elle devient plus une obligation qu'une simple formalité par conséquent, elle constitue un handicap pour les potentiels investisseurs des institutions financières islamiques. Ce mal est d'ailleurs plus profond, il touche la comptabilité en globalité.

« Même tenir la comptabilité ils détestent, du coup cela explique aussi le fait qu'ils ne viennent pas vers nous ». Répondant 7

Si la comptabilité est d'une importance capitale pour les entités, telle n'est pas le cas pour tout le monde. La population du Septentrion est constituée majoritairement de ceux qui voient la comptabilité comme un fardeau, du coup ils ne la tiennent que du fait des exigences fiscales.

« Certains commerçants font savoir qu'ils ont une rotation de stock très élevée, du coup ils n'ont même pas besoin de gardé l'argent, et paradoxalement ils veulent quand même le crédit ». Répondant 10

La vitesse de rotation de stock définit le fonctionnement de certains comme ceux de l'informel. Si l'ouverture d'un compte est une exigence pour les entités formalisées, cette nécessité est différente dans d'autre qui fonctionnent à « *caisse tendue* ».

Cette étude affirme que la prédominance des activités informelles constitue un élément déterminant de la pénurie de liquidité dans les institutions financières islamiques du Septentrion camerounais. Les acteurs de l'économie informelle privilégient largement les transactions en espèces et recourent davantage à des mécanismes communautaires tels que les tontines, perçus comme plus flexibles et moins contraignants que les institutions financières formelles. Cette situation limite la mobilisation de l'épargne au sein des institutions financières islamiques et contribue ainsi aux tensions de liquidité observées.

Ces résultats divergent partiellement de certains travaux de la littérature sur l'inclusion financière, qui soutiennent que l'expansion des services financiers favorise progressivement l'intégration des populations dans les circuits financiers formels. À cet égard, les travaux de Demirgüç-Kunt, et al., (2008) ainsi que ceux de Allen, et al., (2016) montrent que l'amélioration de l'accès aux services financiers tend à réduire le recours aux mécanismes financiers informels. Toutefois, les résultats obtenus dans cette étude suggèrent que, dans les contextes caractérisés par une forte informalité économique, cette transition vers les institutions financières formelles demeure limitée.

Cette situation peut également être interprétée à la lumière de la théorie du comportement planifié d'Ajzen (1991). Premièrement, l'attitude et les décisions des acteurs économiques : les institutions financières formelles sont perçues comme contraignantes en raison des exigences de transparence, de formalisation comptable et de traçabilité financière. Deuxièmement, la norme sociale perçue favorise le recours aux mécanismes informels tels que les tontines, largement ancrés dans les pratiques économiques locales et socialement valorisés. Enfin, le contrôle comportemental perçu joue également un rôle déterminant, les acteurs de l'économie informelle estimant disposer d'une plus grande flexibilité et d'un meilleur contrôle de leurs ressources en utilisant des dispositifs informels plutôt que des institutions financières formelles.

Ainsi, cette étude montre que cette pénurie de liquidité ne peut être expliquée exclusivement par des facteurs financiers. Elle s'inscrit également dans des dynamiques comportementales et institutionnelles spécifiques, où les pratiques économiques informelles, les normes sociales et

les perceptions des acteurs déterminent fortement les choix financiers et la mobilisation de l'épargne.

3.3.2. Les liens sociaux

L'octroi de crédits bancaires islamiques est souvent dû au fait du favoritisme des dirigeants. Ce phénomène facilite aux clients emprunteurs l'obtention des crédits en mettant les institutions dans des situations généralement indésirables. Ainsi, le problème de pénurie de liquidité devient de plus en plus fréquent du fait de non remboursement des crédits accordés. Ceci se justifie à travers les propos du répondant 7 :

« Ici là, ce qui nous nuit parfois c'est les relations de nos dirigeants. C'est un fait ! ... et ton chef te dit seulement que j'envoie quelqu'un avec un dossier j'attends ça dans mon bureau. Automatiquement tu sais ce que ça veut ».

Les résultats mettent également en évidence l'influence des relations sociales et hiérarchiques dans certains processus décisionnels au sein des institutions financières islamiques. Comme l'illustre le propos du répondant, certaines décisions d'octroi de financement peuvent être fruit des relations personnelles ou par des pressions informelles émanant de la hiérarchie, ce qui est susceptible d'affaiblir les mécanismes formels d'évaluation du risque et de discipline financière.

Bien que ces dimensions relationnelles soient rarement identifiées dans la littérature comme des déterminants directs de l'illiquidité bancaire, elles peuvent être interprétées à la lumière des travaux de Boschma (2005) et de Rallet & Torre (2005). Ces auteurs montrent en effet qu'une proximité sociale excessive peut favoriser l'émergence de comportements opportunistes et réduire la rigueur des processus économiques et organisationnels, en affaiblissant les mécanismes de contrôle et de gouvernance.

Par ailleurs, ces observations peuvent également être analysées à travers la théorie du comportement planifié d'Ajzen (1991). Selon cette approche, les comportements décisionnels ne reposent pas uniquement sur des considérations rationnelles, mais sont également sujets de normes sociales, les attitudes individuelles et le contrôle comportemental perçu. Dans ce contexte, les pressions sociales ou hiérarchiques peuvent orienter les décisions des acteurs vers des pratiques moins conformes aux principes formels de gestion financière.

3.3.3. La culture

La majorité de détenteurs de biens (éleveurs et des agriculteurs) du Septentrion camerounais sont peu ouvert d'esprit et ne prennent même parfois pas en considération l'avis des personnes qui ont une certaine avancée intellectuelle. Du coup, plusieurs parents sont restés renfermer dans leurs anciennes façons de faire (culture), refusant d'avancer avec la modernité. Et même les intellectuels restent très vigilants quant à l'identification de leurs patrimoines par leurs propres enfants et le reste du monde. Bien que ce soit impossible de tout masquer, le fait d'investir dans les institutions d'intermédiations bancaires reste un facilitateur à l'identification de ce dernier. Toutefois, il faut noter aussi que la décision financière dans le Septentrion camerounais est communautaire. Les entretiens révèlent que si un leader d'opinion (notable ou grand commerçant) exprime un doute sur l'activité d'une fenêtre islamique, un effet de contagion s'opère. Ce comportement, conforme à la TCR, transforme une rumeur en une crise de liquidité réelle par des refus de dépôts. Ceci est attesté par les discours ci-dessous.

« Il faut causer avec les papas là pour savoir qu'il y'a même de l'argent dehors hein. Mais comment les convaincre de placer ? quand tu les approche c'est comme-ci tu es venu les arnaquer, même si vous êtes proche ils commencent à te regarder froidement et bizarrement puis ils commencent à t'éviter ». Répondant 2

« Je te dis que de nos jours-ci, les gens marchent avec des grosses sommes d'argent, pas parce qu'ils ne connaissent pas l'existence des institutions financières islamiques mais plutôt qu'ils n'arrivent pas à accepter la modernité ». Répondant 6

« Les comportements économiques des acteurs locaux apparaissent difficiles à appréhender pour les institutions financières. Toujours renfermés dans leurs idées surtout si un leader ne les encourage pas ». Répondant 9

Les résultats mettent en évidence l'influence des normes culturelles et sociales dans les comportements financiers observés dans le contexte étudié. Les discours des répondants suggèrent l'existence d'une méfiance persistante à l'égard des institutions financières formelles, conduisant certains acteurs économiques à conserver d'importantes liquidités en dehors du système bancaire. Cette attitude semble s'expliquer par la crainte de la traçabilité patrimoniale, mais également par une certaine réticence à l'égard des transformations institutionnelles associées à la modernisation du système financier.

Ces résultats rejoignent les analyses de Guiso, et al., (2006, 2008), qui montrent que les valeurs culturelles et le niveau de confiance interpersonnelle influencent fortement les comportements financiers des individus. Dans les contextes où la confiance envers les institutions est limitée, les agents économiques ont tendance à privilégier des formes alternatives de détention de richesse, ce qui peut réduire la mobilisation de l'épargne au sein du système financier et accroître la vulnérabilité des institutions aux tensions de liquidité.

Par ailleurs, ces observations peuvent être interprétées à la lumière de la théorie du comportement planifié d'Ajzen (1991). Dans cette perspective, les comportements financiers sont largement déterminés par les normes subjectives, c'est-à-dire les attentes et les pressions sociales perçues au sein du groupe d'appartenance. Lorsque l'environnement social valorise la détention informelle de liquidités ou manifeste une méfiance vis-à-vis des institutions financières, les individus peuvent être incités à adopter des comportements similaires afin de se conformer aux normes dominantes.

Ainsi, les normes culturelles et sociales apparaissent comme un élément déterminant dans la faible mobilisation de l'épargne au sein des institutions financières islamiques, contribuant indirectement aux contraintes de liquidité observées dans ces établissements.

3.4. Les déterminants sécuritaires

L'étude exploratoire met en évidence la crise sécuritaire.

3.4.1. La crise sécuritaire

L'insécurité liée à la présence de groupes armés terroristes a eu un impact très négatif sur les activités économiques, en dissuadant les investissements. Les actes de barbaries dans les lieux publics entraînant des pertes humaines et matériels, des enlèvements contre rançons sont devenus une menace pour les institutions financières islamiques. Car, les habitants de localités les plus touchées étaient amenés à se déplacer par peur et obligation, abandonnant ainsi leurs petites activités. L'effectif de personnes dans le besoin ne fait qu'augmenter car même ceux qui avaient une certaine stabilité financière étaient sous le choc de ce phénomène. Ce basculement de style de vie, de perte d'activités, matérielles, financières et humaines font en sorte que le besoin en financement s'accroît. Comme le souligne les répondants suivants :

« Depuis toujours la zone ci pleure de manque d'activités et avec l'insécurité qui règne depuis des années maintenant, la situation économique se détériore. En réalité, les acteurs économiques qui possédaient quelque chose, se sont délocalisé et d'autre ont perdu leurs activités et leurs patrimoines à jamais. Avec cette instabilité, surtout Maroua – Kousseri ». Répondant 8

« Avec le phénomène de prise d'otage, les demandes de rançons dans tous les trois (03) régions du Septentrion jusqu'à la frontière avec le Tchad affectent énormément cette affaire. Maintenant les Aladji là se cachent pour se protéger contre ces malfaiteurs ». Répondant 1

L'insécurité persistante dans les régions septentrionales du Cameroun constitue un élément significatif de la faible mobilisation de l'épargne au sein des institutions financières islamiques. Les déplacements forcés de populations, la perte d'actifs économiques et la contraction des activités productives réduisent la capacité des ménages et des entrepreneurs à constituer une épargne stable, tout en favorisant des formes de détention de richesse plus discrètes et immédiatement mobilisables.

Ces résultats s'écartent de certaines contributions de la littérature financière qui soulignent le rôle structurant du développement du système financier dans la mobilisation de l'épargne et la croissance économique (King & Levine, 1993 ; Levine, 2005 ; Beck, et al., 2007 ; Diamond & Dybvig, 1983). De même, les travaux de McKinnon (1973) et de Shaw (1973), soutiennent que l'approfondissement financier favorise l'intermédiation de l'épargne et l'allocation efficace des ressources. Dans le contexte étudié, toutefois, l'instabilité sécuritaire semble affaiblir la confiance des agents économiques et limiter leur participation aux institutions financières formelles.

Ces observations peuvent également être interprétées à la lumière de la théorie du comportement planifié d'Ajzen (1991). D'une part, l'attitude des clients à l'égard des institutions financières peut être due à la perception des risques liés à l'insécurité. D'autre part, les normes sociales locales encouragent des comportements de discrétion et de protection du patrimoine. Enfin, le contrôle comportemental perçu demeure limitée, les individus estimant ne pas disposer d'un environnement suffisamment stable pour engager durablement leurs ressources dans les circuits financiers formels.

La pénurie de liquidité observée apparaît non seulement comme un phénomène financier, mais également comme le produit de contraintes sécuritaires, institutionnelles et comportementales sur les décisions d'épargne et la confiance envers les institutions financières.

Les résultats indiquent également que l'insécurité persistante dans les régions septentrionales du Cameroun a un déterminant de la mobilisation de l'épargne et la stabilité des dépôts. Les déplacements forcés, la perte d'actifs productifs et la diminution des activités économiques réduisent la capacité des ménages et des entrepreneurs à déposer durablement leurs ressources. Contrairement au mécanisme de Diamond & Dybvig (1983), la pénurie de liquidité observée ne résulte pas principalement de retraits massifs, mais plutôt d'une incapacité structurelle à générer et canaliser l'épargne vers les institutions financières islamiques.

4.5. Conclusion de la discussion des résultats

L'analyse des résultats met en évidence que la pénurie de liquidité observée au sein des institutions financières islamiques du Septentrion camerounais s'explique par l'articulation de facteurs économiques, institutionnels et socio-comportementaux. D'un point de vue structurel, la pauvreté persistante, la faiblesse des activités économiques et l'instabilité sécuritaire contribuent à limiter la capacité des ménages et des entrepreneurs à constituer une épargne stable, réduisant ainsi la base de dépôts mobilisables par ces institutions. Par ailleurs, la forte prévalence du secteur informel, conjuguée au recours fréquent à des dispositifs financiers alternatifs tels que les tontines et les monnaies électroniques, tend à détourner une part importante des ressources financières des circuits bancaires formels.

En outre, les résultats mettent en lumière le rôle non négligeable des dynamiques socioculturelles et organisationnelles. La persistance d'une méfiance envers les institutions financières formelles, l'influence des normes sociales et certaines logiques relationnelles susceptibles d'affecter les processus décisionnels contribuent à orienter les comportements économiques vers des pratiques extra-bancaires ou informelles. Ces éléments limitent la capacité des institutions financières islamiques à mobiliser durablement l'épargne et à assurer efficacement leur fonction d'intermédiation financière.

Ces observations peuvent être interprétées à la lumière de la théorie du comportement planifié (Ajzen, 1991), selon laquelle les comportements économiques résultent de l'interaction entre les attitudes individuelles, les normes subjectives et le contrôle comportemental perçu. Dans

le contexte étudié, les contraintes économiques, les représentations sociales et les perceptions de risque associées aux institutions financières semblent réduire l'intention des clients potentiels de recourir à ces dernières pour la gestion de leur épargne.

Ainsi, la pénurie de liquidité observée dans les institutions financières islamiques du Septentrion camerounais ne saurait être appréhendée exclusivement sous l'angle financier. Elle apparaît plutôt comme le produit d'un environnement socio-économique et institutionnel complexe, caractérisé par une forte informalité économique, des contraintes structurelles persistantes et des déterminants comportementaux déterminant les pratiques financières des acteurs. Ces résultats soulignent dès lors la nécessité d'intégrer ces dimensions dans l'analyse et la conception de stratégies visant à renforcer la mobilisation de l'épargne et la stabilité financière de ces institutions.

5. Conclusion générale

Ce papier a pour ambition d'explorer les éléments non-financiers de la pénurie de liquidité au sein des institutions financières islamiques opérant dans le Septentrion camerounais, un espace caractérisé par de fortes vulnérabilités socio-économiques et sécuritaires. En mobilisant une démarche exploratoire et la Théorie du Comportement planifié (TPB), l'étude démontre que la pénurie de la liquidité dans ce contexte ne dépend pas uniquement de la disponibilité des capitaux, mais de l'intention comportementale des acteurs. Le "contrôle perçu" (manque de liberté) et les "normes subjectives" (pression de l'économie informelle et des réseaux de commerçants) constituent des barrières majeures à la stabilité des dépôts. Ces facteurs, couplés à une saisonnalité agropastorale marquée, placent les institutions financières islamiques du Septentrion camerounais dans une situation de vulnérabilité structurelle permanente.

Les résultats montrent que la pauvreté structurelle, la culture des investisseurs, marquée par une faible inclusion financière formelle, l'informalité dominante des activités, ainsi que la crise sécuritaire persistante, constituent des éléments explicatifs majeurs de la pénurie de liquidité des institutions financières islamiques dans la région étudiée. Ces éléments n'agissent pas de manière isolée, mais s'inscrivent dans une dynamique cumulative qui limite la mobilisation de l'épargne, fragilise la stabilité des ressources et accroît l'incertitude des flux financiers.

Sur le plan théorique, cette étude contribue à la littérature sur la finance islamique en général et souligne l'importance des éléments non-financiers et contextuels dans l'analyse de la

liquidité bancaire. Elle met en évidence les limites des modèles explicatifs centrés exclusivement sur les variables financières et appelle à une approche plus institutionnelle et socio-économique de la liquidité des institutions financières islamiques.

Sur le plan managérial et institutionnel, les résultats suggèrent que les stratégies de gestion de la liquidité des institutions financières islamiques au Septentrion camerounais doivent être, repensées en articulation avec les réalités locales. Cela implique notamment le renforcement des mécanismes d'inclusion financière, l'adaptation des produits islamiques aux capacités économiques des populations, ainsi que la prise en compte explicite des risques liés à l'insécurité et à l'informalité.

Bien que cette étude fournisse un cadre analytique inédit pour le Cameroun, elle comporte des limites liées à son caractère exploratoire, à la taille de l'échantillon qualitatif, à la nature qualitative de l'analyse et à l'accès limité aux données comptables confidentielles des banques restreignent la généralisation des résultats. Toutefois, des travaux futurs pourraient dans un premier temps prolonger cette recherche par des approche quantitatives ou mixte, afin de tester empiriquement l'impact des éléments identifiés et examiner leur pertinence dans d'autres contextes géographiques ou institutionnels et interroger les clients pourrait ressortir encore des éléments intéressants et dans un second temps mesurer l'impact de la pénurie de liquidité sur la rentabilité réelle des banques participatives. L'accélération de la digitalisation (monnaies mobiles) pourrait réduire la pression sur les espèces dans le Septentrion camerounais.

Bibliographie

- Abdul-Ganiyy, A. F., Zainol, Z., et Ahmad, N. H. (2017). Déterminants of liquidity risk in dual and fully islamic banking systems : Evidence from Malaysia and Sudan. *Asian Journal of Multidisciplinary Studies*, 5(1), 90 – 99.
- Ajzen, I. (1991) « The theory of planned behavior ». *Organizational Behavior and Human Decision Processes*. Vol 50. pp. 179-211.
- Aktouf O. (1987), *Méthodologie des sciences sociales et approches qualitatives des organisations. Une introduction à la démarche classique et une critique*, Montréal : les presses de l'université du Québec, 213 pp.
- Allen, F., & Carletti, E. (2008). The role of liquidity in financial crises. In *Proceedings of the Economic Policy Symposium* (pp. 379-412). Federal Reserve Bank of Kansas City.
- Beck T. & Demirgüç-Kunt A. (2008), Access to finance : an unfinished agenda. *The world bank economic review*. 22, 383-396.
- Beck, Thorsten, Aslidemirgüç-Kunt, Et Rosslevine (2007), “Finance, Inequality, and the Poor,” *Journal of Economic Growth*, 12(1), 27-49.
- Becker, H. S. (2002). *Les ficelles du métier : Comment conduire sa recherche en sciences sociales*. Paris : La Découverte.
- Berger, A. N., et Bouwman, C. H. S. (2009). Bank liquidity creation. *Review of Financial Studies*, 22(9), 3779-3837 ;
- Boschma, R. A. (2005). Proximity and innovation : A critical assessment. *Regional Studies*, 39(1), 61-74.
- Boukhatem, J., and Djelassi, M. (2020). Liquidity Risk in the Saudi Banking System : Is There any Islamic Banking Specificity? *Quarterly Review of Economics and Finance* 77, 206–219.
- Bourdieu, P. (1993). *La misère du monde*. Paris : Editions du seuil.
- Brunnermeier, M. K. (2009). Deciphering the liquidity and credit crunch 2007-2008. *Journal of Economic Perspectives*, 23(1), 77-100.
- Demirgüç-Kunt, Asli, Thorsten Beck and Patrick Honohan. (2008), *Finance for All: Policies and Pitfalls in Expanding Access* (Washington, DC: The World Bank)
- Allen, Franklin & Demirguc-Kunt, Asli & Klapper, Leora & Martinez Peria, Maria Soledad, (2016), « Les fondements de l'inclusion financière : comprendre la propriété et

l'utilisation des comptes formels », *Journal of Financial Intermediation*, Elsevier, vol. 27(C), pages 1-30

Denzin, N. K., et Lincoln, Y. S. (2005). *The sage handbook of qualitative research* (3rd ed.). *SAGE Publications*.

Diamond, D.W., and Dybvig, P.H. (1983). Bank Runs, Deposit Insurance, and Liquidity. *The Journal of Political Economy* 91, 401–419.

Donovan K. (2012), Mobile money more freedom ? the impact of M-PE SA's network power on development as freedom. *International journal of communications*. 6(23).

Durley, J. G., et Shaw, E. S. (1960). Money in a theory of finance. *Brookings Institution*.

Emin S. (2003), L'intention de créer une entreprise des chercheurs publics : le cas français, thèse de doctorat en sciences de gestion, université de Grenoble 2- Ecole supérieur des affaires.

El Amri, A., Oulfarsi, S., Eddine, A. S., El Khamlichi, A., Hilmi, Y., Ibenrissoul, A., ... & Boutti, R. (2022). Carbon Financial Market: The Case of the EU Trading Scheme. In *Handbook of Research on Energy and Environmental Finance 4.0* (pp. 424-445). IGI Global.

Emin S., Boissin J.P. et Chollet B. (2005), les croyances des étudiants envers la création d'entreprise : un état de lieu. *Revue Française de Gestion*, vol.34, n° 180, p. 25-43.

Fayolle A., Gailly B., et Wallau F., (2008), Assessing the impact of entrepreneurship education programmes : A new methodology, *Journal of European Industrial Training*, 32(7) :569-593.

Fishbein, M. & Ajzen, I. (1975). Beliefs attitudes, intention and behavior: an introduction to theory and research, Addison – Wesley, reading, MA. Fornell, C. & Larcker, D.F.(1981). Evaluating Structural Equation Models With Unobservable Variables And Measurement Error, *Journal of Marketing Research*, 18, 39-80.

Freixas, X., et Rochet, J.-C. (2008). *Microeconomics of banking* (2^e éd.). Cambridge, MA : *MIT Press*.

Friedman, M. (1957). *A theory of the consumption function*. Princeton University Press.

Gafrej, O., and Boujelbene, M. (2017). Liquidity Determinants of Islamic and Conventional Banks. *Journal of Islamic Banking and Finance* 34, 44–61.

Ghazoui, H & Agourram, B. (2022). « Les obstacles au développement de la finance islamique au Maroc », *Revue Internationale des Sciences de Gestion* « Volume 5 : Numéro 2 » pp : 698 – 718

- Ghenimi, A., and Omri, M. (2015). Liquidity Risk Management : A Comparative Study Between Islamic and Conventional Banks. *Arabian Journal of Business and Management Review* 3, 25–30.
- Gorton, G. B. (1988). Banking Panics and Business Cycles. *Oxford University Press*.
- Gorton, G. B. (2008). The Panics of 2007. In R. G. Hubbard (Ed.), financial crises : Causes, Consequences, and Policy Responses (pp. 133-170). *Chicago : University of Chicago Press*.
- Guiso, L., Sapienza, P., et Zingales, L. (2006). Does culture affect economic outcomes ? *Journal of economic Perspectives*, 20(2), 23-48.
- Guiso, L., Sapienza, P., et Zingales, L. (2008). Trusting the stock market. *Journal of Finance*, 63(6), 2557-2600.
- Hasan, M et Jemma Dridi, J. (2010). « The effects of the global crisis on islamic and conventional banks : A comparative study ». IMF Working Paper, No. WP/10/2010.
- HILMI, Y. (2024). Contrôle de gestion dans les banques islamiques: Une revue de littérature. *Recherches et Applications en Finance Islamique (RAFI)*, 8(1), 23-40.
- Hussain H., AL-AJMI J. (2012) Risk management practices of conventional and Islamic banks in Bahrain, *Journal of Risks Finance*, 13(3), 215-239.
- Institut National de la Statistique du Cameroun. (2018). Répartition de la population par région et par religion.
- Ismal, R. (2010). The Management of Liquidity Risk in Islamic Banks : The Case of Indonesia. *Durham University*.
- Jack W. & Suri T. (2014), Risk sharing and transactions costs : evidence from Kenya's Mobile money revolution. *International initiative for impact evaluation*.
- Jensen M. C and Meckling W.H. (1976) Theory of the Firm : Managerial behavior, Agency Costs and Ownership Structure, *journal of Financial Economics*.
- Keynes, J. M. (1936). Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie. *Paris : Payot*.
- Khan, T., and Ahmed, H. (2001). Risk Management : An Analysis of Issues in Islamic Financial Industry (Djeddah – KSA : Islamic Development Bank, Islamic Research and Training Institute).
- King R., Levine R. (1993). Finance, Entrepreneurship, and Growth: Theory and Evidence *Journal of Monetary Economics*. 32, 513-542
- Kobiyh, M., El Amri, A., Oulfarsi, S., & Hilmi, Y. (2023). Behavioral finance and the imperative to rethink market efficiency.

- LEVINE, R. (2005) .“Finance and Growth: Theory and Evidence,” In Handbook of Economic Growth, Eds. Philippe Aghion and Steven Durlauf, Amsterdam: North Holland Elsevier Publishers.
- McKinnon R. I. (1973). Money and Capital in Economic Development. Washington DC: the Brookings Institution.
- Mohammad, S., Asutay, M., Dixon, R., and Platonova, E. (2020). Liquidity Risk Exposure and its Determinants in the Banking Sector: A Comparative Analysis Between Islamic, Conventional and Hybrid banks. *Journal of International Financial Markets, Institutions and Money* 66.
- Mustapha, A et Intissar, F.A (2020), La Gestion des risques de liquidité par le développement du marché monétaire Marocain (cas des banques islamiques). *Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l’Audit*, Numéro 12. <https://doi.org/10.5281/zenodo.3683768>
- Pew Research Center. (2020). Religious composition by country, 2010-2050.
- Quamar, T. & Benaachir, G. (2021). Les déterminants du risque de liquidité dans les banques islamiques de la région MENA : Une analyse par la méthode des données de panel, *International Journal of Financial Accountability, Economics, Management, and Auditing*. No.5 <https://doi.org/10.52502/ijfaema.v3i5.146>
- Rallet, A., et Torre, A. (2004). Proximité et localisation. *Economie Rurale*, 280, 25-44.
- Sen, A. (1999). Development as freedom. *Oxford University Press*.
- Shapero A. et Sokol L. (1982), the social dimension of entrepreneurship, in C.A. Kent, D. L. Sexton and K.H. Vesper (éds.), *Encyclopedia of Entrepreneurship*, prentice Hall.
- Shaw E. (1973). Financial Deepening in Economic Development, New York: Oxford University Press.
- Tirole, J. (2011). Illiquidity and all its friends. *Journal of Economic Literature*, 49(2),287-325.
- Tournes A. (2003), Une modélisation théorique de l’intention entrepreneuriale. *Actes des VII^è Journées scientifiques du réseau thématique de recherche en entrepreneuriat de l’A.U.*
- Warde, I. (2000), Islamic Finance in the Global Economy, *Edinburgh University Press, Edinburgh*.
- Yaacob, S.F., Abdul Rahman, A., and Abdul Karim, Z. (2016). The Determinants of Liquidity Risk : A Panel Study of Islamic Banks in Malaysia. *Journal of Contemporary Issues and Thought* 6, 73–82.